ISSN 0024-7650

L 15290 - 2494 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2494
20 mai 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

Le journal d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

À bas la loi El Khomri !

La Fête en images

pages 8 et 9

Faire entendre la colère du monde du travail

L'écrasante majorité du monde du travail est hostile à la loi El Khomri. Depuis plus de deux mois, des centaines de milliers de travailleurs le disent en faisant grève et en manifestant. À l'Assemblée nationale, le gouvernement n'a pas trouvé de majorité pour la voter. Qu'à cela ne tienne, Hollande et Valls ont dégainé l'article 49-3. Cette loi sera donc adoptée sans vote du Parlement.

« Le peuple a le pouvoir », nous dit-on. Il l'exercerait en élisant le président de la République et les députés censés voter les lois.

Mais Hollande a-t-il été élu pour démolir le Code du travail ? A-t-il été élu pour augmenter la TVA, pour généraliser le chantage à la compétitivité ? A-t-il été élu pour faire un cadeau de 41 milliards au patronat, avec le pacte de responsabilité ? Non, cela, c'était le programme de Sarkozy !

Et s'il y avait eu un vote majoritaire à l'Assemblée pour la loi travail, cela n'aurait pas été plus démocratique. Parce que ceux qui se targuent d'être les représentants de la nation ne représentent qu'eux-mêmes. Une fois élus pour cinq ans, ils veulent préserver leur poste et leurs privilèges et se moquent bien de ce que pense la majorité de la population.

Nous, Lutte ouvrière, sommes de ceux qui n'ont jamais placé leur confiance dans Hollande, les rares à avoir refusé d'appeler à voter pour lui au second tour en 2012, car nous voulions avertir les travailleurs qu'il trahirait le peu qu'il avait promis.

Mais, comme ses électeurs, nous sommes révoltés par tant d'arrogance et de cynisme.

Au-delà de cette loi, nous avons là un exemple du mode de fonctionnement de l'État et de la classe politique. Les lois ne naissent pas dans la tête des ministres ou des députés : elles sont conçues au Medef, dans les réunions de famille et les conseils d'administration des Peugeot, Dassault, Bolloré, Arnault et autres Mulliez.

Et tous les gouvernements exécutent, qu'ils soient de droite ou de gauche, parce que, pour tous, gérer les affaires de l'État, c'est gérer les affaires des plus riches. Et Hollande aura été un bon serviteur de la bourgeoisie !

Pour lanterner les classes populaires, le gouvernement répète que la crise est derrière nous.

Dans le marasme généralisé, 1 % ou 1,5 % de croissance peuvent être présentés comme une reprise. Mais le capitalisme est en crise, une crise dont on ne sortira pas, parce que le système est à bout de souffle. Il a atteint ses limites. Les capitalistes ne peuvent pas développer leurs affaires, sauf à voler des parts de marché à leurs concurrents, à se racheter les uns les autres et à spéculer.

Ils ne peuvent accroître leurs profits qu'au travers d'une féroce guerre de classe qui fait de plus en plus de victimes du côté du monde du travail.

Le chômage qui pourrit la vie de millions de femmes et d'hommes, la précarité à laquelle une grande partie de la jeunesse est condamnée, les bas salaires qui frappent des millions de salariés ne sont pas conjoncturels. Ils résultent de la domination de la bourgeoisie.

C'est pourquoi la colère qui a éclaté avec la loi El Khomri est salutaire. Depuis des années, les travailleurs subissent attaque sur attaque : report de l'âge de la retraite ; flexibilité des horaires de travail ; plans de licenciements ; augmentation des cadences ; baisse du pouvoir d'achat… La bourgeoisie n'a cessé de mener la lutte de classe et le monde du travail a subi. C'est ce qu'il faut inverser.

La loi El Khomri a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, mais la colère qui s'exprime est bien plus générale. Et elle doit continuer à s'exprimer.

Le recours au 49-3 est une provocation. C'est une raison supplémentaire de poursuivre la mobilisation.

À partir de mercredi 18 mai, malgré les tergiversations et le corporatisme de leurs organisations syndicales, une partie des cheminots devaient se mettre en grève contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Les routiers, quant à eux, faisaient grève à partir de mardi 17 mai. Cela s'ajoutait aux journées de grèves et de manifestations appelées par les confédérations syndicales, les mardi 17 et jeudi 19 mai.

Autant dire que le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. Valls et Hollande ont pu clore d'autorité le débat parlementaire, en espérant ainsi imposer la loi El Khomri. Mais ils ne peuvent pas étouffer la colère qui s'est accumulée. Et celle-ci doit se faire entendre !

Au sommaire

LA FÊTE

"Rejoignez-nous dans le combat révolutionnaire" (discours de Nathalie Arthaud dimanche 15 mai) 7/10

Les photos de la fête 8/9

"L'internationalisme, fierté du mouvement ouvrier " (discours de Nathalie Arthaud lundi 16 mai) 11

LEUR SOCIÉTÉ

Contre la loi travail, le mouvement continue 3

Interdictions de manifester annulées 3

Hollande droit dans ses bottes 3

Les routiers en lutte 3

La Réunion : la fin des quotas dans la canne à sucre 4

Étudiants en médecine : un tri au nom des économies 4

Panama papers : les banques au paradis... fiscal 5

Uber : derrière la modernité, l'exploitation 5

La Poste : la cour des Comptes préconise des suppressions d'emplois 5

Harcèlement sexuel des femmes politiques 5

Areva : des milliards pas perdus pour tout le monde 12

Hollande à Rouen 15

Creuse : quand les rappelés refusaient de partir en Algérie 15

Les bonnes affaires de la famille Peugeot 15

ENTREPRISES

SNCF : les cheminots se mobilisent 14

Bosch-Rexroth – Vénissieux : la grève impose un sursis 14

Booking.com – Tourcoing : nouvelle économie ? 14

IL Y A 100 ANS

Printemps 1916 : Lénine écrit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* 6

16 mai 1916 : les accords Sykes-Picot pour le dépeçage du Moyen-Orient 16

DANS LE MONDE

Centrafrique : l'armée française n'est pas partie 12

Espagne : les élections générales 12

Haïti : les travailleurs relèvent la tête 13

Brésil : la suspension de Dilma Rousseff 13

États-Unis : exploitation dans les abattoirs de volaille 16

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Contre la loi travail : le mouvement continue

Mardi 17 mai, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes sont à nouveau descendus dans la rue contre la loi travail, comme ils l'avaient fait le jeudi précédent. Les affrontements avec la police, qu'ils découlent de l'attitude provocatrice des policiers, de la volonté de petits groupes ou des deux à la fois, n'ont pas découragé les manifestants.

La campagne gouvernementale, aimablement relayée par l'ensemble des médias, tente de disqualifier ce mouvement. Il ne s'agirait selon eux que des intérêts de certaines boutiques syndicales, de l'agitation de politiciens voulant se démarquer du gouvernement, et de la bêtise d'une poignée de casseurs. Mais ce commentaire malveillant cache l'essentiel: la loi travail est une violente attaque contre les travailleurs. Des millions d'entre eux le savent et des centaines de milliers l'ont dit depuis deux mois, en manifestant et en faisant grève. Ils sont décidés à continuer et à se faire entendre.

Paul Galois

LO

Le 17 mai à Paris.

Démagogie et provocation gouvernementales

Une quarantaine de personnes ont été interdites de participation aux manifestations et aux rassemblements de Nuit debout à Paris, à Nantes et à Rennes. Elles ont attaqué en justice cette décision, qui a été levée pour un journaliste, avant même tout passage au tribunal, la préfecture ayant reconnu qu'elle ignorait sa profession ! Pour d'autres, l'interdiction a été également annulée.

La préfecture justifiait en effet cette mesure en arguant que les personnes visées avaient été « remarquées à de nombreuses reprises » lors de manifestations ayant dégénéré « en troubles graves à l'ordre public ». Et elle en concluait: « Il y a tout lieu de penser » que leur présence à des rassemblements visait « à participer à ces actions violentes ». Ces manifestants se sont donc vu signifier l'interdiction de fréquenter un périmètre précis certains jours et à certaines heures, au nom de l'article 5 de l'état d'urgence.

Voilà la réalité de cet état d'urgence prolongé de mois en mois au nom de la lutte contre le terrorisme et qui permet d'impliquer n'importe qui, sans même s'appuyer sur un délit constaté, en utilisant l'arbitraire et les procès d'intention. Même si on n'approuve pas les méthodes de certains, il est visible que cette loi est utilisée pour tenter d'intimider ceux qui refusent de se taire. Il est encore plus visible que la présence de policiers, de plus en plus nombreux au fil des manifestations, de plus en plus équipés, cherchant de plus en plus le contact avec les manifestants, ne peut qu'exaspérer. Le ministre de l'Intérieur envoie ses troupes encadrer au plus près ceux qui manifestent, transforme les carrés de tête en carrés de CRS, et le gouvernement fait mine de s'étonner que cela apparaisse comme une provocation !

Le gouvernement a choisi de médiatiser le plus possible les incidents, puis leur répression, pour discréditer le mouvement contre la loi El Khomri. Il veut aussi démontrer à la frange la plus conservatrice des électeurs qu'il est le garant de la loi et de l'ordre. Cela ne fait que rendre sa politique encore plus odieuse.

Sylvie Maréchal

Les routiers en lutte

Au cours de la nuit du lundi 16 au mardi 17 mai, les routiers ont inauguré une série d'actions et de mobilisations contre les conséquences de la loi travail dans le secteur des transports.

Mardi 17 au matin, les blocages et les barrages filtrants se multipliaient un peu partout dans le pays: gare de péage de Saint-Omer, port de Nantes-Saint-Nazaire, dépôt de carburant du Havre, centrale d'achat de Leclerc à Cestas, ou encore opération escargot sur le périphérique de Caen.

Les conducteurs de poids lourds se sentent particulièrement visés par certains aspects de la loi El Khomri. C'est d'abord les heures supplémentaires qui pourraient n'être plus payées qu'avec une majoration de 10 %, contre 25 % aujourd'hui. C'est ensuite plus globalement la perspective d'accords d'entreprise à la baisse, qui détruiraient les protections que leur assure encore la convention collective des transports.

Si les routiers ont aussi des revendications spécifiques, leur mouvement s'inscrit surtout dans la contestation générale de la loi travail que le gouvernement veut imposer. L'inquiétude des chauffeurs est la même que celle de l'ensemble des salariés, qui sont aujourd'hui menacés par les perspectives de renforcement des attaques patronales contenu dans la loi travail.

Les routiers ont été les premiers dans une semaine de mobilisations et d'actions. C'est bien en unifiant les mobilisations qui ont lieu dans l'ensemble du monde du travail qu'il sera possible de renforcer le camp de ceux qui refusent le recul représenté par la loi El Khomri et qui veulent imposer son retrait.

Gilles BOTI

Hollande droit dans ses bottes !

Mardi 17 mai, François Hollande était l'invité de la matinale d'Europe 1. Il y a rabâché sa rengaine : *« Ça va mieux, c'est une réalité. »*

Il a évoqué son bilan, redit qu'il annoncerait sa candidature éventuelle en décembre prochain, s'est défendu des attaques qui viennent de droite comme de son propre camp et, bien qu'il ne soit pas en campagne et pas candidat, il a déclaré qu'« il n'y a pas d'alternative à gauche en dehors de la ligne que je représente ».

Pour ce qui est de la loi travail, le non-candidat est droit dans ses bottes: « La loi El Khomri va passer. Cette loi, qui est en débat, y compris dans la rue, elle va passer. Je ne céderai pas. Trop de gouvernements ont cédé pour que moi-même, dans des circonstances pas faciles, je cède dès lors qu'un compromis a été trouvé. » Alors que l'emploi de l'article 49-3 vient de couper court à tout débat, il ose prétendre que cette loi a été « discutée, concertée, corrigée, amendée ». Indifférent à la colère des travailleurs qui s'exprime dans la rue, le soutien d'une poignée de syndicats réformistes et de députés godillots du PS lui suffit.

Ainsi, Hollande continuera de prétendre que ça va mieux. C'est vrai à coup sûr pour le patronat, mais en aucun cas pour les classes populaires. Heureusement, le mouvement de protestation de ceux qui refusent cette loi, qui va légaliser la précarité, est loin d'être fini et ils entendent bien lui faire remballer sa loi scélérate.

Jacques Fontenoy

Le 28 mai, au mur des Fédérés

Comme chaque année, l'association des Ami(e)s de la Commune de Paris 1871 appelle à se rassembler le 28 mai au mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, là où de nombreux combattants de la Commune de Paris, qui voulaient changer le monde en faveur des classes populaires, furent fusillés par la soldatesque d'Adolphe Thiers.

Lutte ouvrière appelle ses amis et sympathisants à participer à ce rassemblement :

Samedi 28 mai à 14 h 30, à l'entrée du Père-Lachaise, rue des Rondeaux, Paris 20e, métro Gambetta.

Cercle Léon-Trotsky

Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme

Vendredi 10 juin à 20 h 30

Aubervilliers

Docks de Paris Eurosite

Avenue des Magasins-Généraux, bâtiment 282

Métro Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros

La Réunion : fin des quotas sucriers et intérêts patronaux

Dans l'île de La Réunion, les récentes élections de la Commission mixte d'usine (CMU) ont été l'occasion pour les deux principaux syndicats d'agriculteurs (CGPER et FDSEA) de poser à nouveau leurs revendications pour la revalorisation des revenus des planteurs de canne.

G. VILLEGIER

Ils réclament l'augmentation du prix de la tonne de canne payé par l'usinier, la société Tereos, qui est bloqué à 39,09 euros depuis des années. Ils demandent également la révision de l'écart technique, un coefficient minorateur appliqué sur la richesse en sucre, ainsi que le reversement d'une partie de la plus-value faite par l'industriel sur les co-produits de la canne, en particulier l'alcool. Ces revendications des planteurs sont reprises par le Parti communiste réunionnais, qui en profite pour relancer le débat sur le devenir de la filière canne à La Réunion.

À la veille de la fin des quotas sucriers et des prix garantis en Europe, prévue pour 2017, le PCR s'inquiète sur la possible disparition de la canne à La Réunion qui *« aura des conséquences graves »*, en particulier pour les 18 500 salariés travaillant dans cette filière. Le Parti communiste tire la sirène d'alarme et réclame de l'État la constitution d'un *« organisme permanent pour la sauvegarde de la filière canne-sucre, composé de représentants de l'État, de la région, du département, de l'Association des maires, des planteurs, des industriels, des ouvriers d'usine et des transporteurs »*. Cet organisme aurait pour but de trouver des solutions pour le maintien de la culture de la canne dans l'île, à l'instar, dit le PCR, de la betterave en France.

Proposer que des représentants des patrons, de l'État et des travailleurs se mettent autour d'une table, pour discuter de leur prétendu intérêt commun, revient à demander aux travailleurs et aux petits planteurs de soutenir les usiniers, pour espérer maintenir leurs emplois et leurs revenus. Cela reviendrait à présenter Tereos comme une victime de la politique imposée d'en haut par l'Europe. Ce qui est totalement faux.

Cette réforme des quotas est, comme d'autres réformes avant elle, une tentative de réglementer la concurrence que les multinationales du sucre se livrent et où chacune cherche à supplanter l'autre. Cette fin des quotas sucriers, loin d'inquiéter ces gros groupes capitalistes, pourrait être en fait pour certains d'entre eux une véritable aubaine.

Depuis quelques années déjà, les groupes comme Tereos ou ses concurrents européens, Cristal Union et Südzucker, se sont préparés à cette échéance en réorganisant leurs productions de sucre et/ou en diversifiant leurs activités (par la production du bioéthanol, de l'amidon, etc.). Ils se sont rachetés ou ont fusionné, pour s'adapter à des marchés qu'eux-mêmes créent et façonnent selon leurs intérêts respectifs.

Avec la fin des quotas en 2017, les industriels projettent une augmentation de leur production en France, entre 10 et 20 % supplémentaires. Quant à la prétendue menace de la concurrence des pays dits à bas coût de main-d'œuvre, les capitalistes européens s'amusent à se faire peur. La plupart se sont d'ailleurs implantés sur d'autres continents (Afrique, Amérique du Sud et Asie pour Tereos), si bien que ces grands groupes ont bien plus de raisons de tirer profit de cette situation que de la craindre.

Pour autant, cette perspective qui peut être heureuse pour le groupe Tereos ne l'empêche pas de pousser des cris d'orfraie en appelant l'État français à la rescousse, autrement dit en quémandant des millions pour un prétendu manque à gagner après 2017. Son appel a été reçu cinq sur cinq par Hollande qui, pour Tereos Réunion, a promis 38 millions d'euros d'aides supplémentaires.

Nul doute que Tereos passera ce cap de 2017, il s'y est d'ailleurs préparé. En revanche, les petits planteurs et les travailleurs du monde agricole et des usines sucrières peuvent avoir des raisons de s'inquiéter. Leur avenir n'est pas dans le sillage de Tereos, comme on veut le leur faire croire. Et, si rencontres et réunions il doit y avoir, c'est entre les travailleurs et les petits planteurs, pour trouver les voies et les moyens d'imposer à l'usinier leur droit à l'emploi et le maintien de leurs salaires et revenus.

Émile Grondin

Étudiants en médecine : un tri au nom des économies

Tirer au sort les futurs étudiants en médecine : voilà le projet saugrenu que préconisait le rectorat de Paris, avant de reculer précipitamment devant le tollé que cela a suscité.

Derrière cela, on retrouve la limitation du nombre des médecins que mettent en œuvre tous les gouvernements depuis quarante ans. Cette politique vise deux choses : réduire l'offre de soins, donc son coût dans les budgets sociaux, et satisfaire l'Ordre des médecins, soucieux de protéger les intérêts corporatistes de ses mandants, en l'occurrence les parts du gâteau (la clientèle des patients) qu'ils ont à se partager.

Outil de cette politique, le numerus clausus – nombre maximal d'étudiants acceptés en deuxième année de médecine – est fixé par le ministère. Au début des années 1970, avant ce système limitatif, les facultés de médecine formaient près de 9 000 médecins par an. Après être tombé à 3 500 dans les années 1990-2000, on en forme environ 7 500, bien en dessous des besoins.

On manque de généralistes, des régions sont des déserts médicaux, on doit attendre des mois pour consulter un spécialiste… Tout cela résulte en grande partie de ce choix social aberrant, dans lequel ne pèsent guère l'accroissement et le vieillissement de la population ou la spécialisation de plus en plus pointue de la médecine et de la chirurgie modernes.

Quant aux étudiants en médecine, du fait de ce système, seuls 15 % accèdent en deuxième année, des redoublants pour la plupart, tant ce concours-couperet est difficile. Des dizaines de milliers de jeunes font pourtant le pari de le réussir, prêts à étudier dur, en espérant à terme un emploi durable avec un salaire correct. La faculté de Paris 6, à l'hôpital de La Pitié-Salpétrière, accueille ainsi plus de 2 000 étudiants, qu'on entasse dans des salles bondées, avec des cours retransmis sur écran car on manque d'enseignants, pour 320 places en deuxième année.

Plus de quatre étudiants sur cinq échouent donc à poursuivre en médecine. Du coup, des dizaines de milliers se retrouvent à avoir perdu deux ans, souvent sans savoir vers quoi se réorienter. C'est un gâchis humain connu depuis le début, puisqu'en 1972 la mise en œuvre du numerus clausus avait provoqué une longue grève des étudiants de première année. Ils protestaient contre la situation des reçus-collés, dont les notes justifiaient le passage en seconde année alors que leur classement au concours le leur interdisait.

Ce n'est certes pas pour remédier à ce gâchis qu'a été envisagé ce tirage au sort. Il visait juste à adapter d'emblée le nombre des étudiants aux ressources allouées. Le docteur Knock n'aurait pas fait mieux : si on ne peut éliminer la maladie, éliminons donc les malades !

Hugues Jackson

Panama papers : les banques au paradis… fiscal

Pour avoir allègrement participé au montage de sociétés offshore destinées à camoufler des sommes colossales appartenant à leurs clients, les plus grandes banques françaises ont été épinglées dans le scandale des Panama papers.

La Société générale en aurait créé 979, le Crédit agricole pas moins de 1 129. La BNP, elle, aurait peu travaillé avec le cabinet d'avocats panaméen, mais a ouvert aussi des milliers de sociétés-écrans.

Les banquiers prétendent tous que leurs activités illégales ont cessé. Au Crédit agricole, le directeur général prétend que tout s'est arrêté en 2014… avant d'ajouter que ce n'est valable que pour ses clients européens et que, pour les autres, il faudra attendre 2017 pour régulariser la situation. La main sur le cœur, le directeur se dit même blessé par les révélations du journal, et surtout par le fait qu'elles ont entraîné la chute du titre en Bourse.

Quant à la Société générale, son patron Frédéric Oudéa était auditionné mercredi 11 mai par une commission du Sénat qui lui reprochait, entre autres, d'avoir menti en avril 2012 à une précédente audition, où il avait assuré que la banque avait cessé toute activité dans les paradis fiscaux. Mais, au terme de deux heures d'audition, il semble qu'Oudéa a convaincu ses juges que tricher n'avait rien d'illégal et qu'il n'y avait *« rien qui puisse amener le bureau du Sénat à poursuivre sur cette déclaration de 2012 de monsieur Oudéa »*.

En effet, être PDG de banque consiste précisément à organiser et à couvrir ces pratiques illégales. Cela consiste aussi à verser des larmes de crocodile devant la presse et les élus qui pourraient poser des questions gênantes. Ce métier est grassement rémunéré : le PDG de la BNP touche cette année plus de 3,5 millions d'euros, en augmentation de 26,5 %, et celui de la Société générale plus de 2,75 millions d'euros, en augmentation de 35,4 %.

Cédric Duval

Uber : derrière la modernité, l'exploitation

L'Urssaf d'Ile-de-France a lancé deux actions en justice contre Uber, la société de transport avec chauffeurs, afin de faire reconnaître à ceux-ci le statut de salariés et de récupérer ainsi les cotisations sociales correspondantes. En effet, derrière l'économie numérique dont se réclament les patrons d'Uber et tous ceux qui y voient un modèle pour le 21e siècle, se cache un moyen de s'affranchir des règles du droit du travail.

P. LONGERAY

Manifestation devant le siège d'Uber France en octobre 2015.

Les chauffeurs d'Uber travaillent comme indépendants, le plus souvent sous statut d'autoentrepreneurs. Uber se contente de mettre en contact ces chauffeurs et leurs clients par le biais de ses applications pour téléphone mobile, mais perçoit à ce titre une importante commission. Derrière la prétendue indépendance des chauffeurs d'Uber se cache une subordination totale à cette société.

C'est Uber qui fixe les prix et les revoit du jour au lendemain à la baisse. Les chauffeurs avaient ainsi fait grève en octobre dernier contre une baisse de 20 % et créé un syndicat pour défendre leurs intérêts. Uber inflige aussi les sanctions, et bien entendu ne paie pas de cotisations sociales, puisque c'est théoriquement aux indépendants de le faire. S'ils ne déclarent pas leurs revenus, Uber s'en lave les mains. C'est bien pourquoi l'Urssaf se retourne contre elle.

La rentabilité de la société est bâtie sur ce système car, si Uber payait les cotisations sociales dues pour des salariés, versait les salaires auxquels ceux-ci ont droit et devait respecter la législation sur les heures supplémentaires, l'opération ne serait plus rentable. Le modèle Uber cesserait d'attirer les investisseurs comme Google ou la banque Goldman Sachs.

Internet et le téléphone portable ne rendent pas l'exploitation moins sauvage. Des jeunes sans emploi, souvent sans qualification, signent chez Uber. Dans tous les pays pauvres, ceux qui ont une voiture s'en servent déjà pour gagner un peu d'argent en jouant les taxis. Avec Uber, la même chose se produit dans les pays développés, la seule différence étant qu'il s'est créé une société pour détourner une partie de leurs revenus.

Daniel Mescla

La Poste : la Cour compte sur les suppressions d'emplois

La Cour des comptes s'en prend une nouvelle fois aux postiers. Elle demande dans un référé aux ministres des Finances et de l'Industrie, de réduire le nombre de bureaux de poste.

En février déjà, cette institution avait sommé l'État de diminuer plus vite le nombre de facteurs, prétendument sous-employés. Ce ballet dure depuis des années. La direction de La Poste fournit ses informations à la Cour des comptes, celle-ci publie rapport après rapport pour dire qu'il faut sabrer dans les effectifs, et la direction brandit dans les bureaux ces rapports pour justifier les suppressions d'emplois.

Selon la Cour des comptes, sur les 6 815 bureaux du réseau urbain en 2014, 965 auraient eu une activité inférieure à trois heures quotidiennes, dont 173 pendant moins d'une heure. On se demande bien d'où sortent ces chiffres, quand on voit les files d'attente qui s'allongent dans les bureaux de certaines banlieues, parfois même avant l'ouverture. Mais la direction de La Poste est experte en falsification des données.

Ainsi, elle affecte par exemple un temps arbitraire à chaque opération et essaie de démontrer aux facteurs stupéfaits qu'ils travaillent deux fois moins qu'ils ne le font réellement. Dans les bureaux accueillant le public, si l'activité est parfois réduite, c'est bien souvent à l'initiative de La Poste qui réduit les horaires d'ouverture, parfois à l'improviste, pour manque de personnel. La Cour des comptes préconise alors de faire en ville ce qui se fait déjà dans les campagnes : transmettre les activités postales à des commerçants ou à des services municipaux.

Les zones rurales ne seraient pas pour autant épargnées. En 2014, les deux tiers des points de contact hors des villes étaient déjà assurés par les mairies ou les commerçants. Là aussi, il y aurait trop de bureaux à faible rendement et il faudrait donc accélérer le transfert des activités.

La Cour des comptes, Macron, Sapin et la direction de La Poste sont complices contre les postiers et les usagers. Ceux-ci ont toutes les raisons de ne pas les laisser faire et d'exiger au contraire des créations d'emplois, le maintien des bureaux existants et même la création de nouveaux bureaux là où la population en a besoin.

D. M.

Harcèlement sexuel : pourquoi s'être tues ?

Dans la foulée de la mise en cause du responsable écologiste Denis Baupin, accusé de harcèlement sexuel, 17 anciennes ministres ont signé une tribune dans laquelle elles déclarent, à propos des comportements sexistes dont elles sont victimes ou témoins : *« Nous ne nous tairons plus. »*

Mais au fait, pourquoi s'être tues si longtemps ? Comme l'a fait remarquer notre camarade Nathalie Arthaud, interrogée par les médias, ces anciennes ministres ont donc de leur propre aveu pratiqué l'omerta alors qu'elles avaient *« bien des moyens de se faire entendre et de se faire respecter »*, contrairement aux ouvrières et aux employées qui sont l'objet de ce genre de harcèlement sexuel de la part de leur patron ou de leur hiérarchie.

Elles ont donc *« préféré leur carrière à leur dignité de femme »*, a dit Nathalie, ajoutant que pour la lutte contre le harcèlement elle compterait, non sur ces personnalités, mais sur *« toutes les femmes qui se battent au quotidien »*.

P.R.

Printemps 1916 : dans *L'Impérialisme*, Lénine dénonçait le capitalisme fauteur de guerre

Il y a cent ans, au printemps 1916, Lénine rédigeait sa brochure *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Un siècle après, cet ouvrage reste d'une actualité brûlante.

En pleine guerre mondiale, alors que des armées de millions d'hommes s'affrontaient dans des carnages sans nom, alors que l'économie des pays les plus développés s'était transformée en une vaste production d'engins de mort, que toute la planète était mise à contribution pour la guerre, Lénine voulait répondre à la question : « Comment en est-on arrivé là ? » À cette époque comme aujourd'hui, les explications et les justifications de la catastrophe ne manquaient pas. Les nationalistes accusaient le camp d'en face, d'autres jetaient la faute sur la nature humaine ou sur celle d'un terroriste illuminé en particulier, les plus raisonnables parlaient de folie politique et du regrettable entêtement des gouvernements. Lénine, lui, allait au fond des choses, en expliquant que le développement même du capitalisme avait exacerbé la concurrence entre les différentes puissances et engendré la guerre pour le repartage du monde.

Le capitalisme des monopoles

Un siècle de développement du capitalisme avait conduit au partage du monde entre quelques grands pays et quelques puissants groupes industriels et financiers, les monopoles. Ce nouveau stade de développement, mettant fin au capitalisme de libre concurrence et inaugurant la prédominance du capital financier, Lénine l'appelait l'impérialisme, reprenant un mot qui évoquait la puissance des empires du passé et leurs méthodes de domination. Cette nouvelle époque constituait pour lui le stade suprême du capitalisme, car il montrait la nécessité de le dépasser pour arriver à une forme de société supérieure, le socialisme.

Lénine décrivait la mise en coupe réglée de la planète entière par une poignée de détenteurs de capitaux des pays les plus riches et ajoutait que, sur la base de cette économie, les guerres entre les puissances impérialistes concurrentes étaient inévitables. La guerre était le moyen ultime d'ouvrir des marchés aux marchandises et aux capitaux en quête de profits ; puisque le marché n'est pas infini, il fallait, pour le développer, conquérir celui des autres capitalistes. La guerre de 1914-1918 était ainsi l'expression de la nécessité, pour le jeune impérialisme allemand, de se faire une place aux dépens des vieilles puissances coloniales, la France et la Grande Bretagne. L'Allemagne défendait son droit à avoir des esclaves coloniaux, la France et la Grande Bretagne leur droit à conserver les leurs.

Pour Lénine, il était donc vain de prétendre lutter contre la guerre au nom de seules considérations morales, sans lutter contre le capitalisme et pour la révolution sociale. Non seulement il fallait refuser toute union sacrée au nom de la défense nationale, mais les révolutionnaires devaient travailler à *« transformer la guerre impérialiste en guerre civile »*, autre façon de dire, comme l'avait fait le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht : *« L'ennemi principal est dans notre pays. »* Cela séparait Lénine et les bolcheviks des pacifistes, des réformistes qui croyaient ou faisaient mine de croire possible le retour à l'époque d'avant 1914. De même que Marx avait démontré que le capitalisme ne pouvait pas revenir en arrière, à l'époque de l'artisanat et de la petite propriété, Lénine démontrait que l'impérialisme ne pouvait revenir en arrière, au capitalisme de libre concurrence, mais que de la guerre devait sortir la révolution.

La concentration toujours plus poussée des entreprises capitalistes, la centralisation toujours plus grande des États impérialistes, caractéristiques du début du 20e siècle, n'étaient pas seulement sources de guerres et d'oppression. Elles montraient aussi que l'économie tendait à se socialiser à l'échelle du globe et que le carcan de la propriété privée devenait obsolète. Le maintenir coûte que coûte ne pouvait que conduire à la catastrophe. Toute l'évolution du capitalisme montrait la nécessité de l'expropriation des expropriateurs, une tâche que seule la classe ouvrière pouvait accomplir.

Un livre très actuel

Le livre de Lénine marquait un grand pas dans la compréhension des événements de son époque et des moyens d'en sortir. De fait, en 1917, la guerre allait déboucher sur la Révolution russe et celle-ci conduire à la fondation de l'Internationale communiste, le parti mondial de la révolution contre le système capitaliste. Mais cette brochure, écrite il y a un siècle, décrit aussi le monde d'aujourd'hui d'une façon plus parlante que nombre d'articles contemporains et, surtout, avec une claire perspective révolutionnaire. *« La construction des chemins de fer semble être une entreprise simple, naturelle, démocratique, culturelle, civilisatrice* (…). *En réalité les liens capitalistes ont fait de cette construction un instrument d'oppression pour un milliard d'hommes, c'est-à-dire pour plus de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants et pour les esclaves salariés du capital dans les pays "civilisés" »*, écrivait Lénine. Il suffit d'ajouter le pétrole au chemin de fer et de multiplier par cinq le nombre des esclaves, pour décrire la planète de 2016.

Lénine appelle à la révolution non seulement les ouvriers des pays capitalistes développés mais les opprimés du monde entier, les centaines de millions de prolétaires et paysans pauvres que l'impérialisme tient sous le joug dans ses colonies, semi-colonies et pays dominés. Cette affirmation du caractère mondial de la révolution prolétarienne se retrouva quelques années plus tard dans la politique de l'État ouvrier issu de la Révolution russe et dans celle de l'Internationale communiste à ses débuts. L'intégration sans cesse plus poussée du marché mondial, le développement de la classe ouvrière dans de nouveaux pays, les guerres permanentes de l'impérialisme pour maintenir son ordre de Kaboul à Bagdad, confirment aujourd'hui ce qu'écrivait Lénine.

Les descriptions d'une bourgeoisie de plus en plus parasitaire, vivant de la tonte des coupons de Bourse à l'ombre d'un État à son service, caractérisent toujours les financiers contemporains. L'exploitation éhontée des petits pays par les grands dénoncée en 1916, correspond toujours à la politique des pays ex-colonisateurs ou même aux rapports entre membres de l'Union européenne et à la politique extérieure des États-Unis. Lénine montrait le parasitisme de la classe dominante bloquant le progrès, développant le militarisme, l'expansionnisme, la réaction, et ce qu'il appelait la putréfaction de la société, illustrée par le carnage commencé en 1914. Il démontrait l'enchaînement de tous ces faits sociaux, la logique du développement du capital, de la guerre et de la lutte de classe, et décelait dans ce monde en crise l'approche de la révolution sociale.

Malgré le temps écoulé, malgré les transformations du capitalisme et les cataclysmes dont a été rempli ce siècle, *L'Impérialisme* reste d'une brûlante actualité. À un mineur sud-africain, à un ouvrier chinois, à un lycéen marocain ou à un chômeur de Roubaix, ce livre dit encore aujourd'hui : *« Voilà ce qu'est ce monde et ce qu'il faut faire pour le transformer. »*

Paul Galois

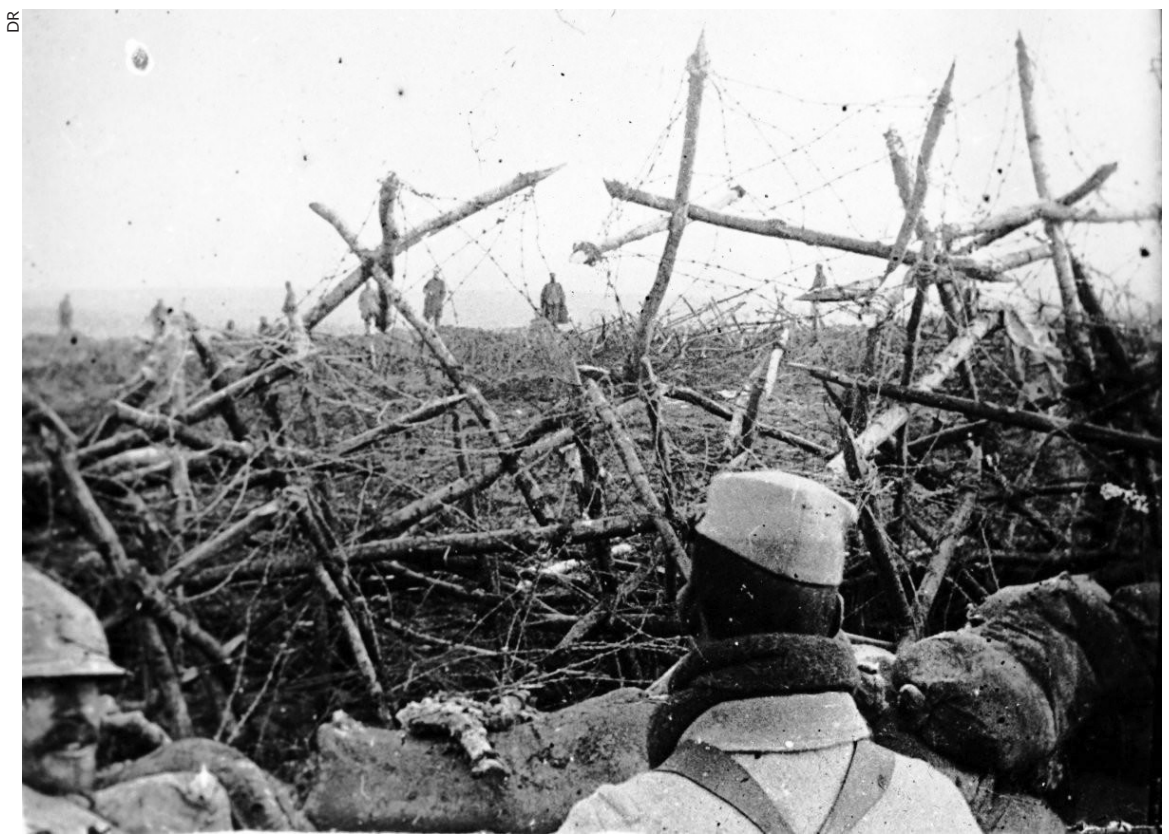
DR

Н. ЛЕНИНЪ (ВЛ. ИЛЬИНЪ).

ИМПЕРІАЛИЗМЪ,
КАКЪ НОВѢЙШІЙ ЭТАПЪ
КАПИТАЛИЗМА.
(Популярный очеркъ).

СКЛАДЪ ИЗДАНІЯ:
Книжный складъ и магазинъ „Жизнь и Знаніе"
Петроградъ, Поварской пер., 2, кв. 9 и 10. Тел. 227—42.
1917 г.

La première édition russe de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme.*


DR

Les horreurs de la Première Guerre mondiale.

Un courant communiste bien vivant

Cette année encore, la Fête de Lutte ouvrière, les 14, 15 et 16 mai, a été un succès.
Loin de laisser de côté leur opposition à la loi travail, les participants à la fête champêtre de Presles, dans le Val-d'Oise, ont pu, le temps d'un week-end, au fil des rencontres et au détour des allées, échanger, apprendre, s'amuser, s'enrichir de multiples façons.
Beaucoup de jeunes, beaucoup de moins jeunes ont pu voir des spectacles, participer à des débats sur de nombreux sujets politiques et sociaux. Ils ont senti leur cœur battre au récit des luttes des militants d'ici et d'ailleurs, ceux de Port-au-Prince, d'Abidjan, de France ou d'autres pays européens. La présence de groupes membres de l'Union communiste internationaliste, notre tendance, comme d'autres groupes partageant le même idéal d'une société débarrassée du capitalisme, a montré que le courant communiste révolutionnaire est bien vivant.
Nous publions ci-dessous des extraits des interventions de notre camarade Nathalie Arthaud, au cours de la Fête.

LO

Nathalie Arthaud, dimanche 15 mai

« Rejoignez-nous dans le combat révolutionnaire »

Nous entrons dans une période électorale propice aux marchands d'illusions et aux faiseurs de miracles. Il faut que les travailleurs tirent les leçons du mandat de Hollande. Qu'ils se souviennent aussi, ou se fassent raconter, les trahisons de Jospin et de Mitterrand.

Des lois économiques puissantes s'imposent à tous ceux qui aspirent à gouverner. Ce sont les lois du profit, de la concurrence et du marché. Elles s'imposent même à ceux qui prétendent vouloir faire une politique plus favorable aux exploités. Parce que les politiciens ne sont que les marionnettes aux mains de ceux qui ont le vrai pouvoir, le pouvoir économique.

Alors, tous ceux qui occultent la toute-puissance de la bourgeoisie sur l'économie, ou qui refusent de s'en prendre à sa domination, se vouent à l'impuissance ou, pire, à la servir et à trahir les intérêts des travailleurs.

Il suffit de regarder ce qui s'est passé au Brésil avec Lula, Dilma Rousseff et le Parti des travailleurs, parvenu au pouvoir sur la promesse d'une politique pour les plus pauvres. Il faut regarder ce qui se passe en Grèce avec Tsipras et son parti Syriza, qui a connu une ascension fulgurante en promettant une autre politique. Aujourd'hui ce sont ces partis qui mettent en œuvre l'austérité !

On peut inventer tous les partis que l'on veut, on peut parler de renouveler la politique, ses méthodes et ses têtes, la question reste celle-ci : soit on se soumet à la bourgeoisie et aux puissances de l'argent, soit on se prépare à la combattre avec la seule force capable de lui tenir tête, les travailleurs mobilisés et conscients de leurs intérêts.

C'est pourquoi nous ne participerons pas aux diverses tentatives pour ressusciter une gauche gouvernementale, qu'elles viennent de Jean-Luc Mélenchon, de Montebourg, des écologistes ou du PCF. Car cela revient à refaire ce qui échoue lamentablement sous nos yeux.

LO

Nous voulons reconstruire un parti ouvrier, qui mette en avant les exigences des travailleurs, des chômeurs, des retraités. Un parti qui prenne position politiquement du point de vue des travailleurs et de leurs intérêts. Pas des intérêts de la France, pas des intérêts des entreprises, car il s'agit alors toujours des intérêts de la bourgeoisie. Nous voulons un parti qui ne véhicule pas d'illusions électoralistes mais qui dise clairement que le seul moyen pour changer la société, ce sont les luttes des travailleurs eux-mêmes. [...]

Reconstruire un parti communiste révolutionnaire

Aujourd'hui comme hier, c'est d'abord dans les têtes que cela se passe. La bourgeoisie ne pourrait pas régner si elle ne dominait pas les esprits avec ses valeurs, l'individualisme et l'enrichissement effréné.

Et, face à elle, il n'y a plus de parti digne de ce nom pour la contrecarrer et porter d'autres perspectives. Pire, les partis que les travailleurs s'étaient donnés pour mettre en avant les idéaux révolutionnaires les ont trahis et discrédités.

Le Parti socialiste a repris à son compte toutes les idées de la bourgeoisie et les relaie depuis longtemps dans les classes populaires. Quant au PC, qui a été, de loin, le plus grand parti ouvrier que la France ait jamais connu, il a abandonné toute perspective révolutionnaire en épousant la politique stalinienne. C'était la révolte, la combativité, le courage et le dévouement de ses militants d'entreprise qui faisaient la force et la réputation du PC. Tout cela a été dévoyé et gâché par sa direction.

Nous célébrons cette année le 80e anniversaire des grèves de mai-juin 1936. Pendant ces grèves et ces occupations, alors que les travailleurs faisaient l'expérience de leur force collective et pouvaient commencer à envisager de faire tourner les usines sans patrons, Maurice Thorez, le dirigeant du PCF, déclarait : *« Il faut savoir terminer une grève. »* De la même façon, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale puis en mai-juin 68, le PCF a mis son poids pour freiner la montée ouvrière et protéger l'ordre bourgeois.

Le PCF n'a plus eu qu'un objectif : s'intégrer au système au travers des politiques d'union de la gauche. Au lieu de s'appuyer sur les combats que menaient ses militants, il a cultivé l'électoralisme, faisant croire que tout dépendait de l'élection de tel ou tel, que voter à gauche allait changer la vie des travailleurs ! Autrement dit, pendant des décennies, le PC a été complice de l'imposture du PS.

Ce ne sont pas les travailleurs qui ont failli, mais les directions des partis qui prétendaient les représenter, en brouillant les consciences ouvrières et en écœurant jusqu'aux meilleurs de leurs militants. Le mouvement ouvrier s'est affaibli, parce que sa direction a abandonné les idées de lutte de classe.

Il faut reconstruire un parti qui défende ces idées. Les partis réformistes ont abandonné jusqu'à ces mots de travailleurs et de lutte de classe, mais les travailleurs sont là, et bien là. Ils sont indispensables au fonctionnement de la société. Ils font tourner la machine à profits et ils se battront à nouveau, parce que ni le patronat ni le gouvernement ne leur laissent le choix.

Alors, nous plaçons notre confiance dans les travailleurs, dans leur capacité collective à transformer la société par en bas. Dans le passé, ils ont prouvé qu'ils pouvaient le faire. Avec la Commune de Paris de 1871 mais aussi avec la Révolution russe de 1917, ils ont fait la preuve qu'ils pouvaient transformer la société, en créer une autre, radicalement différente, basée sur la propriété collective. Une société sans la domination de l'argent et du profit. Une société et une économie d'abord organisées pour répondre aux besoins de toute la population.

Oui, dans le passé, les travailleurs ont su faire de grandes choses, ils n'ont pas fui les grands combats. Il leur faut un parti à la hauteur de ce qu'ils sont capables de faire : un parti communiste révolutionnaire.

Le courant communiste révolutionnaire est faible, mais cela peut changer vite. Il se doit de maintenir

SUITE PAGE 10

La fête en images

TOUTES PHOTOS LO

SUITE DE LA PAGE 7

ses idées vivantes. Il se doit d'être de tous les combats, des combats sociaux, mais aussi des combats politiques. C'est pourquoi, tout en étant convaincus que les élections ne peuvent pas changer notre sort, nous tâchons de nous y présenter à chaque fois, et nous ferons le maximum pour faire entendre le camp des travailleurs lors de la prochaine présidentielle.

Élections : permettre un vote de conscience de classe

Mes camarades m'ont confié la tâche d'être candidate pour cette élection, mais il faut que ce soit notre campagne à tous. L'élection présidentielle a ce petit avantage que nos idées peuvent être entendues à l'échelle du pays, y compris là où nous n'existons pas, ou si peu.

Nous utiliserons toutes les possibilités médiatiques. Mais, les rares fois où les journalistes télé ou radio seront censés me donner la parole, ils s'emploieront à la déformer et à la disqualifier. Il ne faut pas s'étonner : jamais les militants du mouvement ouvrier n'ont eu réellement accès aux moyens de diffusion de la bourgeoisie.

Alors, le succès de cette campagne ne se fera pas par médias interposés. Il dépendra de notre activité militante, de notre force de conviction, de notre capacité à nous faire comprendre des nôtres. Il revient à tous ceux qui se retrouvent dans nos idées de les diffuser et d'en convaincre leurs amis, leurs collègues de travail, leurs voisins, leurs proches.

Il y a des discussions à mener, des arguments à apporter, des préjugés à combattre, des perspectives à ouvrir. Beaucoup de travailleurs, écœurés à juste titre par le spectacle donné par le PS, la droite et le FN, ne s'estiment représentés par aucun parti. Il nous faut nous adresser à eux et les entraîner à faire un vote de conscience de classe.

Cette campagne sera réussie si des centaines de milliers de travailleurs votent pour leur camp, le camp des travailleurs.

Encore une fois, la lutte de classe n'est pas une invention des révolutionnaires, c'est le quotidien de millions de femmes et d'hommes. Le sentiment de classe existe parmi les travailleurs. Il faut que nous le confortions politiquement. Il faut que ce sentiment de classe se transforme en une conscience de classe solide, forte, capable de résister aux pressions de la société bourgeoise et d'orienter les nôtres dans les combats qui se présentent.

Propager ces idées et cette conscience fait partie des efforts nécessaires pour construire un parti. Un parti révolutionnaire peut grandir très vite s'il y a de grandes luttes sociales, lorsque les travailleurs seront déterminés à changer leur sort. Mais il ne se développera que s'il y a, préalablement, des militants capables de rassembler et d'aider à s'organiser ceux qui veulent se battre.

Les élections sont des combats politiques, elles nous donnent l'occasion de propager nos idées, de regrouper tous ceux qui sont prêts à s'impliquer dans la campagne et de rassembler, au travers du vote autour du camp des travailleurs. Alors, je compte sur vous pour nous aider dans cette campagne et pour avancer sur la voie du parti qui est nécessaire au monde du travail. [...]

S'approprier l'expérience du mouvement ouvrier

Crise économique, chômage de masse, guerres, terrorisme, crise des migrants, crise écologique : les dirigeants actuels, qu'ils soient à la tête des multinationales, des grandes banques ou des États, sont non seulement incapables d'apporter quelque solution que ce soit mais, pire, ils poussent l'humanité entière vers le précipice.

Les capitalistes qui dominent l'économie la mènent dans le mur. Comme les milliards qu'ils extraient de la production et de l'exploitation des travailleurs ne leur suffisent pas, ils les jouent au casino de la finance. Autrement dit, plus nous travaillons, plus nous faisons d'efforts et de sacrifices, plus la spéculation augmente. Plus nous risquons le krach généralisé. Y a-t-il plus fou que cette économie ?

Il ne s'agit pas seulement du sort des travailleurs, il s'agit de l'avenir de toute la société, en particulier de celui qu'elle réserve à la jeunesse.

Les jeunes des classes populaires sont ballottés de petits boulots en périodes de chômage, de stages non rémunérés en missions d'intérim. Pour espérer un emploi durable et un salaire à peu près correct, tout ce que l'État leur propose est de s'engager dans la police ou l'armée. Autrement dit, ils ont le choix de servir de chair à patron ou de chair à canon !

Bien sûr, la fraction de la jeunesse qui fait des études supérieures peut espérer mieux en décrochant un emploi de cadre, d'ingénieur, de médecin ou d'enseignant. Mais le problème est collectif. Le problème, c'est que même ceux qui peuvent tirer leur épingle du jeu le font au milieu d'un océan de misère et d'injustice.

Alors, aux uns et aux autres, je veux dire qu'il y a un autre avenir. Ne cédez pas au conformisme ! Exprimez votre révolte !

Depuis plus de deux mois, quelques dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants ont exprimé leur révolte. Une fraction de ces jeunes est en train de se politiser. Elle a découvert les brutalités policières, les manœuvres du gouvernement, les tergiversations et les retournements des directions syndicales et ce que vaut la démocratie bourgeoise.

À ceux-là j'ai envie de dire : Vous avez envie de changer le monde ? Tirez toutes les leçons politiques de la situation actuelle, attelez-vous à comprendre les mécanismes et les rapports de classe qui régissent la société. Confortez vos convictions en découvrant les luttes passées des opprimés, de Spartacus aux grèves de mai-juin 1936. Enrichissez-vous de l'expérience du mouvement ouvrier et des idées de Marx et Engels, de Lénine, de Rosa Luxemburg, de Trotsky.

Reprenez à votre compte les idées du courant communiste révolutionnaire. Ce capital politique résume les expériences de plus d'un siècle de luttes ouvrières vivantes. Des défaites, des victoires et des révolutions ! C'est ce capital qui permettra demain de renverser le vieux monde et de mettre fin à ses inégalités et à toutes les vieilleries qui vont du racisme à la misogynie, en passant par l'obscurantisme.

Rejoignez-nous dans le combat révolutionnaire, pour que les générations futures puissent construire une société de justice, de fraternité, enfin débarrassée des classes sociales et de l'exploitation !

LO

Le débat LO-NPA, dimanche 15 mai.

Nathalie Arthaud, lundi 16 mai

L'internationalisme, fierté du mouvement ouvrier

Depuis que la crise de l'économie capitaliste s'est installée, les guerres alimentées par les rivalités entre grandes puissances se sont intensifiées et certaines, comme celle au Moyen-Orient, ont leur prolongement jusqu'aux capitales des grandes puissances impérialistes.

Oui, avec les attentats terroristes, la barbarie pénètre aussi dans les métropoles des puissances impérialistes, de New York à Paris et de Londres à Madrid. Quant aux ruines d'Alep, de Homs et de tant d'autres villes de Syrie et d'Irak, elles témoignent d'une barbarie encore plus grande.

Les dirigeants du monde impérialiste, avec leur volonté de garder la main sur le pétrole du Moyen-Orient, leurs rivalités et leurs manœuvres tordues, portent une responsabilité immense dans l'émergence des bandes armées et dans les conflits qui opposent dans cette région les unes aux autres les nationalités, les ethnies, les religions.

ujourd'hui que leur politique et leurs bombes contraignent des milliers d'êtres humains à fuir, ces mêmes dirigeants s'opposent à l'entrée des migrants sur le sol d'Europe et d'Amérique. Quelle est la pire expression de la barbarie humaine, morale ? Les voyous qui versent dans le terrorisme ? Les militaires qui larguent leurs bombes du haut de leurs F-16 américains ou Rafale français ? Ou ces hauts serviteurs de la bourgeoisie, d'Obama à Hollande, qui dans le confort de leur bureau prennent la décision d'envoyer leurs bombardiers sur des villes où il n'y a pas que des milices de Daech, mais des femmes, des enfants, des hommes ?

Une organisation sociale mortifère

Et quoi de plus abject que de fermer sa porte à ceux qui tentent de fuir ? Quoi de plus abject que ces marchandages sordides pour obliger la Turquie, la Jordanie ou le Liban à garder les migrants que l'Union européenne refuse d'accueillir ? La barbarie n'est pas une menace, mais la réalité de l'organisation capitaliste de la société ! Ces centaines de milliers, ces millions d'êtres humains contraints de fuir, les uns la misère, les autres les bombes, c'est le visage hideux d'une organisation sociale anachronique et mortifère.

Eh bien, les travailleurs conscients doivent rejeter avec dégoût ceux qui tentent de les dresser contre les migrants ! Face à l'hypocrisie des hommes politiques de la bourgeoisie, ils doivent affirmer leur solidarité avec celles et ceux qui sont victimes de la violence de cette société. La seule politique juste d'un point de vue simplement humain, c'est la liberté de circulation et d'installation, aussi bien pour ceux qui fuient les bombes que pour ceux qui fuient la misère ! [...]

Contre tous les courants politiques de la bourgeoisie qui promeuvent le repliement derrière les frontières, qui affichent leur chauvinisme, nous sommes fiers de nous revendiquer d'une des meilleures traditions du mouvement ouvrier, son internationalisme.[...]

« Faire entendre le camp des travailleurs » n'a pas seulement pour signification de faire entendre les revendications matérielles des travailleurs face à la crise, ni même leurs seuls intérêts politiques au jour le jour. Nous voulons affirmer la présence, dans la classe ouvrière, d'un courant qui représente les perspectives communistes.

C'est un combat collectif. Nous avons besoin de tous ceux qui sont dans le camp des travailleurs et qui tiennent à l'affirmer. Je voudrais terminer en m'adressant aux groupes révolutionnaires qui sont avec nous dans cette fête. Beaucoup d'entre eux, la majorité, se revendiquent des mêmes idées que Lutte ouvrière. Et, quel que soit le pays où ils militent, ils font partie de notre famille politique, l'Union communiste internationaliste.

Tenir fermement à nos idées

À nos frères et sœurs d'idées et de combats comme à ceux que nous avons pour tradition d'accueillir dans cette fête malgré des divergences plus ou moins importantes, j'ai à dire, avant tout : « Tenez bon ! » Cela ne signifie pas seulement d'avoir la détermination et le courage de militer sur la base des idées communistes révolutionnaires, à notre époque de régression sociale et de recul politique. Cela signifie aussi tenir fermement à nos idées communistes révolutionnaires, aux idées de Marx, de Lénine et de Trotsky, qui sont nos principaux liens avec les combats passés du prolétariat.

Il est souvent tentant de rejoindre des formations qui poussent, profitant du vide laissé par les partis réformistes usés. Ces formations peuvent se gonfler par moments et présenter les couleurs chatoyantes des bulles de savon. Mais elles finissent par éclater, parfois avant même d'arriver au pouvoir et parfois après, et c'est encore plus dramatique pour les exploités qui leur ont fait confiance.

Pour notre part, nous continuerons à puiser nos idées et nos positions politiques dans la nécessité de la lutte de classe. Notre conviction fondamentale est que les travailleurs, en s'engageant dans les luttes de leur classe et en les poussant jusqu'au bout, sont capables de bouleverser le monde !

Centrafrique : l'armée française n'est pas partie

François Hollande a annoncé vendredi 13 mai à Bangui la fin prochaine de l'opération Sangaris en Centrafrique, commencée en décembre 2013. Mais cela ne veut pas dire la fin de la présence militaire française dans ce pays. Quelque 500 soldats français vont rester à Bangui.

Tout d'abord, 300 d'entre eux vont continuer à occuper l'aéroport de la capitale. Autant dire que l'armée française pourra multiplier ses effectifs en quelques heures. C'est très exactement ce qui s'était passé au début de l'opération, avant que les troupes arrivées par avion ne soient rejointes par des contingents venus du Tchad ou du Cameroun. Une centaine d'autres soldats formeront officiellement la nouvelle armée centrafricaine, et le reste pilotera les drones fournis au contingent de l'ONU, la Minusca. Mais, dans la réalité, les officiers français sont présents à tous les échelons des forces de l'ONU comme au sein de la nouvelle armée centrafricaine, ainsi que dans les services de renseignement. Ce maillage par des envoyés de Paris est tout aussi effectif dans les structures civiles du pays. Des conseillers et de prétendus experts sont présents dans tous les cabinets ministériels.

Ce retrait partiel permet à Hollande de dire que l'armée française ne s'est pas enlisée en Centrafrique. Il serait plus juste de dire qu'elle réduit ses effectifs en laissant les 12 000 soldats de l'ONU venus d'autres pays africains comme le Congo, le Cameroun ou le Gabon, ou encore du Pakistan ou du Bangladesh, s'enliser à sa place. Pendant ce temps, l'impérialisme français pourra redéployer ses troupes sur d'autres terrains où il intervient militairement, qu'il s'agisse du Moyen-Orient, du Sahel ou peut-être demain de la Libye.

Hollande s'est rendu au quartier PK 5, le seul quartier de Bangui d'où les musulmans n'ont pas été obligés de fuir, pour tresser des lauriers au président Touadéra fraîchement élu, déclarant que cette élection constituait un exemple pour toute l'Afrique. Mais en quoi est-ce un exemple, dans ce pays où règne l'insécurité, alors que les musulmans n'osent pas revenir à Bangui et que 20 % de la population a fui son foyer pour se cacher dans une autre région ou dans les pays voisins ? Si c'est un exemple, c'est celui de la manière dont le gouvernement français impose sa volonté en Afrique, mais pas celui d'une solution pour les Africains.

Avec ou sans Sangaris, la présence militaire française en Centrafrique demeure, et plus encore la domination de l'impérialisme français.

Daniel Mescla

Areva : des milliards pas perdus pour tout le monde

Anne Lauvergeon, l'ancienne patronne d'Areva, vient d'être mise en examen dans le cadre de l'affaire Uramin. Il lui est reproché d'avoir trafiqué les comptes pour masquer les pertes dues au rachat au prix fort, cinq fois la valeur proposée un an avant, des mines qu'exploitait cette société canadienne en Namibie, en Afrique du Sud et en Centrafrique, et d'où n'est jamais sorti un gramme d'uranium.

Un autre volet de l'enquête vise les conditions dans lesquelles ces mines ont été acquises. Si la version déjà peu reluisante pour les dirigeants d'Areva consiste à dire qu'ils se sont fait rouler par des escrocs, une autre leur est encore moins favorable : l'argent aurait servi à corrompre des dirigeants africains, qui en auraient ensuite renvoyé une partie à des hommes politiques français. Le fait que les géologues de la société n'aient jamais vraiment pu avoir accès aux éléments leur permettant de juger de la valeur des gisements alimente cette hypothèse. Au passage, le mari d'Anne Lauvergeon, Olivier Fric, est mis en examen, soupçonné d'avoir spéculé sur le rachat d'Uramin et gagné ainsi 300 000 euros.

Anne Lauvergeon se défend en disant qu'à toutes les étapes l'Élysée était au courant. C'est peut-être le seul point sur lequel elle dit la vérité. En tout cas, dans cette affaire, une chose est déjà certaine : ce sont les contribuables français qui paieront, puisque l'État vole aujourd'hui au secours d'Areva. Quant à la population africaine, elle ne verra jamais les milliards issus, si ce n'est d'Uramin, en tout cas des richesses de son sous-sol.

D. M.

Espagne : élections générales, deuxième édition

Faute de la constitution d'une majorité permettant la mise en place d'un gouvernement, de nouvelles élections générales vont avoir lieu en Espagne le 26 juin.

La campagne électorale est une dérisoire réédition de celle qui avait précédé les élections du 20 décembre. Mariano Rajoy, numéro un du parti de droite (le PP, au pouvoir depuis 2011), reprend la même chanson. Il continue de faire campagne en annonçant que, comme prévu, l'économie espagnole se redresse et que le chômage baisse.

Pour le numéro un du PSOE (Parti socialiste), le problème clef est de se trouver des alliés. Son précédent accord avec Ciudadanos, le nouveau parti du centre-droit, perdurera sans doute, mais il ne suffira pas à constituer une majorité. Une nouvelle fois donc l'actualité politique tourne autour des négociations entre le PSOE et Podemos qui, de son côté, discute d'un pacte avec Izquierda unida, regroupement issu du Parti communiste et des Verts, qui est pour sa part d'accord pour gouverner avec le PSOE, comme il l'a déjà fait.

Les projets de pactes entre ces partis et d'autres partis régionaux se succèdent. Mais tout montre que le principal enjeu de ces tractations concerne les postes et les places auxquels on pourra accéder, dans un petit monde politicien qui s'est diversifié certes, mais en gardant les mêmes carriéristes.

Podemos ne fait pas exception. Il l'a montré au fil des élections de ces deux dernières années. Pendant tout ce temps, les attaques se sont multipliées contre la classe ouvrière, mais les dirigeants de Podemos n'ont pas fait une priorité de la lutte contre ces mesures. Ses dirigeants n'ont pas considéré que les élections étaient un leurre. Ils n'ont pas dit la vérité à la population, qui espérait que les succès de Podemos faciliteraient le changement de leur sort. Podemos s'est contenté de peindre en violet, la couleur de son sigle électoral, un réformisme sans contenu pour ce qui concerne les conditions d'existence des classes populaires.

Les résultats de ces élections du 26 juin traduiront peut-être d'une certaine façon la colère des classes populaires et leur rejet de la politique qui leur a été imposée, mais ce sera tout. Un vrai changement ne pourra venir que des réactions des millions de travailleurs et de jeunes qui ont besoin que le monde « change de base ». L'espoir et la colère qui avaient percé il y a cinq ans, lors du mouvement des Indignados, devront se traduire par des mobilisations sociales et politiques, telles qu'elles fassent changer la peur de camp et reculer la bourgeoisie.

Henriette Mauthey

Une manifestation des Indignés.

Haïti : les travailleurs relèvent la tête

Jeudi 12 mai, l'association patronale haïtienne publiait une note s'élevant contre des « actes barbares » et « terroristes » perpétrés la veille sur la zone industrielle de Sonapi, à Port-au-Prince. Le même jour, le ministère des Affaires sociales et du Travail annonçait que l'arrêté portant sur la révision du salaire minimum serait publié dans les meilleurs délais, précisant qu'il serait effectivement porté à 300 gourdes (5 euros) pour 8 heures de travail.

OTR

Le patronat et le gouvernement haïtiens répondaient ainsi aux ouvriers qui, mercredi 11 mai, avaient débrayé et manifesté par milliers dans la zone industrielle, exigeant un salaire minimum de 500 gourdes (7 euros) par mois.

Cette manifestation entraînant tous les travailleurs d'une même zone industrielle faisait suite à une série de mouvements partiels. Depuis des mois, des travailleurs ont lutté dans plusieurs usines de la zone contre telle ou telle conséquence de l'exploitation : surcharge de travail ; intoxication alimentaire à l'usine ; vol sur les salaires ; licenciements abusifs ou disciplinaires ; vol sur les congés, etc. Mais la question du salaire résume toutes les autres et unit tous les ouvriers.

Lors d'un débat organisé à la fête de Lutte ouvrière, des camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Haïti (UCI) ont donné cet exemple : un ouvrier de la zone gagne 3,40 euros par jour. Se rendre à l'usine, y prendre un repas et se désaltérer lui coûte 3 euros. Il ne lui reste plus que 40 centimes par jour pour faire vivre sa famille. Dans ces conditions, nombre d'ouvriers de la zone se sont retrouvés depuis des semaines autour des revendications d'un salaire de 500 gourdes (7 euros) et d'une baisse du prix des produits de première nécessité.

Alors qu'une manifestation se préparait pour porter ces revendications le 1er mai, le Conseil supérieur des salaires, organisme gouvernemental, annonçait qu'à partir de ce jour-là le minimum passerait à 300 gourdes (5 euros). Les travailleurs ont maintenu la manifestation, qui fut un succès, et attendu la paye suivante pour vérification : aucun patron n'a payé sur la base de 5 euros par jour. C'est ce qui a déclenché la manifestation du 11 mai.

La réaction des patrons est bien à leur image : arrogante, injurieuse, mensongère et stupide. Celle du gouvernement, promettant une nouvelle fois d'augmenter les salaires, montre qu'il craint la force d'entraînement de la classe ouvrière. En effet, alors que de nombreuses catégories sociales souffrent et qu'il existe une immense masse de déshérités, la classe ouvrière peut se retrouver en tête d'une révolte générale.

Paul Galois

Brésil : la suspension de Dilma Rousseff

Depuis le vote du Sénat brésilien, dans la nuit du 11 au 12 mai, Dilma Rousseff est suspendue de sa fonction de présidente de la République. Les sénateurs doivent maintenant instruire son procès et décider dans les six mois sa destitution ou sa réintégration.

On approche donc de la fin de ce long feuilleton commencé mi-2015, quelques mois après le début de son deuxième mandat à la tête de l'État. Mais, si la destitution de Dilma Rousseff est très probable, elle est loin de résoudre les problèmes qui l'ont provoquée.

L'accusation faite à Dilma Rousseff est d'avoir maquillé le budget pour réduire le déficit déclaré. Mais ce n'est qu'un prétexte. Le procédé a été utilisé par tous ses prédécesseurs, et elle va payer en fait pour la crise économique et pour le discrédit de la classe politique. Après des années de prospérité, le pays a été rattrapé par la crise : recul de 4 % du produit intérieur brut, chômage à 10 %, inflation à 11 %. Rousseff, en tant que présidente, est pointée comme responsable. Quant à la question de la corruption des politiciens, le Parti des travailleurs (PT) de Lula et Rousseff, qui se présentait comme le parti de l'honnêteté, s'est révélé aussi corrompu que les autres. Rousseff ne pouvait l'ignorer, bien sûr. Et même si elle ne semble pas en avoir profité personnellement, elle paiera aussi pour ce qui est l'apanage de tous les politiciens bourgeois.

Les hommes de droite qui vont lui succéder, et dont beaucoup étaient jusque-là ses alliés au gouvernement, sont aussi corrompus que le PT, et ils sont bien incapables de résoudre les problèmes économiques brésiliens, et mondiaux. Sept de ses 23 ministres sont sous le coup d'enquêtes pour corruption. En matière économique, leur principal talent consiste à se remplir les poches. Le président par intérim, Michel Temer, est lui aussi accusé dans l'affaire Petrobras et jouit d'une popularité proche de zéro. Il est maintenant visé par les concerts de casseroles qui saluaient jusqu'ici les interventions de Rousseff à la télé.

Les travailleurs, eux, peuvent craindre que la politique antipopulaire du PT et de Rousseff se poursuive et s'aggrave. Ceux-ci ont effectué toutes sortes de réformes antiouvrières, contre les retraités, la santé, l'éducation. La droite ne va pas revenir dessus. Et elle a beau promettre de maintenir les quelques programmes sociaux qui ont soulagé les plus pauvres, le doute est légitime.

Les gouvernements formés depuis 2003 par le PT et les partis de gauche, alliés à une bonne partie de la droite, ont bien concédé quelques miettes aux couches les plus pauvres de la population, mais ils ont surtout servi la bourgeoisie, les grands propriétaires agricoles, les banquiers et les industriels. La droite qui leur succède sera elle aussi aux ordres des riches. Contre vraie droite et fausse gauche, les travailleurs devront se défendre.

Vincent Gelas

Cunha, politicien modèle

Jeudi 5 mai, la Cour suprême brésilienne a suspendu de ses fonctions Eduardo Cunha, président de l'Assemblée et organisateur de la campagne pour la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Il aurait utilisé son poste pour entraver les enquêtes qui le visent dans l'affaire Petrobras.

Il a sur le dos onze autres procès, entre autres pour avoir dissimulé 5 millions de dollars sur des comptes en Suisse. Il est aussi un des politiciens corrompus cités dans les Panama Papers.

Membre du lobby protestant réactionnaire à l'Assemblée, machiste et homophobe, il est représentatif de ces politiciens brésiliens qui naviguent à vue entre les partis et les scandales, à l'affût des postes lucratifs et des pots-de-vin.

Cunha fait ses débuts politiques en 1982, dans le parti de la dictature militaire, le PDS. En 1989, il est au Parti de reconstruction nationale du président Collor, qui le met à la tête de la télévision de l'État de Rio. Accusé d'irrégularités comptables et de surfacturations, il est démis de ce poste en 1993. En 1994, après la démission pour corruption de Collor, Cunha entre au Parti progressiste. Il est impliqué dans le scandale autour de PC Farias, le financier de Collor.

Il se raccroche alors à Garotinho, le gouverneur évangéliste de Rio. En 1999, il préside la Compagnie d'habitation de cet État, mais est démis six mois plus tard pour détournement de fonds. Il dirige alors une radio évangéliste, sur laquelle il anime sans complexe l'émission « Le peuple a droit au respect ».

En 2002, le même Cunha est élu député fédéral pour le parti PMDB, qui regroupe les caciques inamovibles des divers États brésiliens. Enfin, en février 2015, avec l'appui de Dilma Rousseff et du Parti des travailleurs, il est élu président de l'Assemblée, troisième personnage de l'État derrière la présidente et le vice-président. Rattrapé par les affaires, il est lâché par Dilma Rousseff. Il se venge en relançant la procédure de destitution contre elle, avant d'être lui-même suspendu.

Son collègue de parti Michel Temer, aujourd'hui président par intérim et lui aussi impliqué dans les scandales, est si déconsidéré que, selon un sondage, moins de 10 % des Brésiliens souhaitaient qu'il devienne président.

Voilà le genre de politiciens qui imposent aux travailleurs brésiliens l'austérité, la baisse des salaires et des retraites, et la casse des services publics.

V.G.

SNCF : les cheminots se mobilisent

Après que le gouvernement est passé en force en faisant appel au 49-3, la direction SNCF veut faire de même avec son décret-socle et toutes les conséquences désastreuses qu'il entraînerait pour tous les travailleurs du rail.

Mercredi 18 mai, les directions syndicales cheminotes appelaient à des actions. Mais, comme elles le font depuis plusieurs mois, elles appelaient à se mobiliser dans le désordre, sans que l'on comprenne bien quand, comment, sur quel mot d'ordre.

Sud Rail appelle à une *« grève reconductible à partir du 18 mai »* parce que le temps *« de la négociation a été volé »* et qu'il *« est maintenant temps de passer à l'action »*. La CFDT demande des vraies négociations et attend fin mai-début juin pour se décider. FO appelle aussi à une grève reconductible à partir du 18 mai, mais n'a guère d'influence à la SNCF. L'UNSA se tâte. Enfin, la CGT déclare qu'elle prend ses responsabilités et appelle à *« un mouvement de grève reconductible et illimité chaque semaine, couvrant des périodes de deux jours, du mardi soir 19 heures au vendredi matin 8 heures »*. Toutes évoquent des négociations nécessaires pour obtenir un bon accord d'entreprise, alors qu'il est notoire qu'avec la loi El Khomri un tel accord pourra être remis en cause au gré des patrons des entreprises ferroviaires, à la SNCF comme ailleurs.

Un peu partout à la SNCF, dans cette entreprise qui compte quelque 140 000 cheminots dispersés dans tout le pays, de nombreux travailleurs expriment leur colère contre le gouvernement, son utilisation du 49-3 et contre la direction SNCF. Ils ont participé à toutes les journées de grève organisées jusqu'à maintenant et aspirent à hausser le ton, à engager une lutte sérieuse, suffisamment forte pour que la SNCF renonce à ses projets. C'est à eux qu'il revient de choisir, au sein des assemblées de grévistes, entre les propositions qui leur sont faites.

Il est certes difficile d'unifier la lutte des cheminots à l'échelle du pays, mais une direction syndicale réellement au service des travailleurs devrait tout faire pour s'appuyer sur les minorités mobilisées afin d'entraîner les secteurs les plus hésitants. C'est cette politique qui doit être expliquée aux militants et proposée aux cheminots.

Ceux-ci ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur combativité, sur leur conscience et leur capacité à s'organiser à la base, pour s'engager dans la voie d'une véritable riposte. Une riposte urgente et indispensable !

Lucienne Plain

LO

Bosch-Rexroth Vénissieux : la grève impose un sursis

Les salariés de Rexroth à Vénissieux ont cessé la grève mercredi 11 mai en fin d'après-midi, au troisième jour des négociations avec la direction du groupe Bosch et après la signature d'un protocole d'accord.

La grève avait débuté le 26 avril, d'abord totale, puis sous forme de grève de deux heures, puis une heure par jour, à tour de rôle, suivie par la très grande majorité des salariés, des ouvriers jusqu'aux cadres, qui se relayaient au piquet de grève. Aucune pièce fabriquée ne sortait de l'usine, ce qui commençait à causer des difficultés aux clients de Rexroth, qui protestaient.

La cause de la grève, c'était le projet de Bosch de faire faire 19,5 millions d'euros d'économies en trois ans à sa filiale, en délocalisant la production de composants hydrauliques pour engins de chantier à Bursa, en Turquie, et en cherchant un repreneur pour les autres. Cela aurait entraîné 180 suppressions d'emplois sur 360 actuellement.

Devant la détermination des grévistes, la direction a partiellement reculé et donné un certain nombre de garanties. Elle s'engage à garder au moins 270 emplois jusqu'à fin 2020, en gardant plus de production que prévu et en ne vendant pas l'activité Joystick (commandes pour engins agricoles ou BTP).

Les suppressions d'emplois se feront en trois ans, sous forme de 63 préretraites et 25 départs volontaires aux conditions Bosch. Lors de précédentes suppressions d'emplois, Bosch avait versé des primes très importantes qui avaient permis de trouver des volontaires. Mais certains ont eu bien du mal à retrouver du travail.

Enfin, les travailleurs ont obtenu que les heures de grève soient considérées comme des heures de mécontentement, donc payées.

Les travailleurs présents ont approuvé, à main levée, ce protocole d'accord et ont levé le piquet de grève. Ils sont bien conscients que, dans la période actuelle, il faut faire une confiance limitée aux promesses patronales. Mais dans l'immédiat la pression qu'ils ont exercée a permis de sauver la moitié des emplois menacés. C'est un sursis qui les a soulagés. Et ils se sont fait respecter par la direction, qui ne s'attendait pas à une telle réaction.

Correspondant LO

Booking.com – Tourcoing : nouvelle économie ? Non, vieilles méthodes d'exploitation

Depuis avril 2016, des travailleurs de Booking.com et de l'union locale CGT de Tourcoing se mobilisent pour défendre un travailleur, licencié après avoir suivi une formation syndicale.

Le groupe américain Priceline, maison mère de Booking.com, est le leader des réservations de chambres d'hôtel sur Internet : dix réservations par seconde dans le monde. C'est une affaire profitable : il a dégagé en 2015 un résultat net de 2,5 milliards de dollars, pour un chiffre d'affaires de 9,2 milliards.

Le groupe emploie 15 000 personnes dans 70 pays, dont les deux tiers directement au contact des hôteliers et des clients. Le site Internet gère 900 000 hôtels et il est traduit en 42 langues. En France, plus de 600 personnes y travaillent, dont 400 à Tourcoing depuis 2011.

Aidé par toutes sortes de subventions, Booking.com a recruté des salariés de tous les âges, avec un salaire de base de 1 350 euros net. Ils doivent maîtriser une, deux voire trois langues étrangères. La langue courante entre les salariés est l'anglais. Au début, la direction se voulait moderne et organisait chaque dernier vendredi après-midi du mois un freaky friday où tous les salariés se retrouvaient avec les responsables, ils échangeaient et buvaient un coup. Le fait que plus de la moitié des salariés soient étrangers – russes, italiens, espagnols, nord-américains, maghrébins, brésiliens… – renforçait cette convivialité.

Mais voilà, l'exploitation capitaliste a ses lois. Et, pour faire du profit, la convivialité n'est pas de mise. Chaque salarié doit traiter 63 dossiers dans une journée de 8 heures, accepter chaque appel qui arrive, même lorsque le dossier précédent n'est pas terminé. Les horaires sont variables chaque jour : ils peuvent commencer à 7 h, 8 h, 9 h ou 15 h 15 tous les jours, dimanche compris. Il est rare d'avoir deux jours de repos consécutifs.

Très souvent, l'opérateur téléphonique reçoit les plaintes des clients ou des hôteliers, plaintes qui peuvent se transformer en insultes. Un salarié disait que l'opérateur téléphonique doit être aussi psychologue, médiateur et comptable ! Le soir, chacun est vidé car il travaille dans un bureau open-space, c'est-à-dire sans réelle cloison, où des dizaines de collègues travaillent et parlent en même temps. Pour maintenir la pression, l'encadrement reçoit régulièrement les salariés en tête-à-tête, leur demandant de se justifier de leurs chiffres, toujours trop bas, ou de la réalité de leur arrêt-maladie. Parfois, un responsable se met à côté d'un salarié qui est au téléphone et le réprimande en direct pour ses réponses.

En 2015, sous prétexte de manque de performance, des travailleurs ont été licenciés du jour au lendemain. Sans qu'ils soient au courant de leurs droits, certains sont rentrés dans leur pays sans avoir touché le chômage. Plusieurs dizaines de salariés ont ainsi été poussés à la porte, ou bien leur contrat CDD a pris fin. La direction en a réembauché de plus jeunes en baissant leur salaire à 1 270 euros net.

En réaction, quelques salariés ont monté une section syndicale CGT. À partir de là, la direction a arrêté les vendredis collectifs. Et c'est le 29 mars dernier qu'un salarié s'est vu annoncer son licenciement, après avoir effectué un stage syndical d'une semaine. La direction a prétexté des fautes professionnelles commises en 2015, et même 2014. Mais tout le monde sait que son appartenance syndicale est le réel motif.

Un rassemblement de soutien d'une cinquantaine de militants a déjà eu lieu devant l'entreprise. Des salariés aux fenêtres faisaient des gestes de soutien envers les manifestants.

Ce travailleur doit être réintégré !

Correspondant LO

FFP : la famille Peugeot se porte bien

Qu'y-a-t-il de commun entre les sondages Ipsos, la société aérospatiale Zodiac, l'électroménager Seb, les maisons de retraite Orpea, le constructeur PSA, les autoroutes Sanef ou la société de nettoyage Onet ? Dans toutes ces entreprises, la famille Peugeot possède une partie du capital via la FFP (Foncière, financière et de participations).

Elle en tire des profits : le résultat net de la FFP a quasiment doublé l'an dernier, pour s'élever à 743 millions.

La FFP a aussi une participation de 10,4 % dans PSA. Elle et une autre société de la famille Peugeot, Établissements Peugeot frères, ont à elles deux 13,7 % du capital de PSA.

Le conseil d'administration héberge aussi bon nombre d'héritiers de la famille Peugeot : Mme Marie-Hélène Peugeot-Roncoroni ainsi que MM. Robert Peugeot, Jean-Philippe Peugeot, Christian Peugeot et Xavier Peugeot.

La FFP est une petite structure, une société d'investissement très à la mode dans les grandes familles bourgeoises qui ne mettent plus tous leurs œufs dans le même panier. Les dix-sept « salariés » de la FFP sont bien mieux payés que les ouvriers de l'automobile. Ils gagnent en moyenne 23 520 euros brut par mois. Le mieux payé est le PDG Robert Peugeot, connu pour avoir stocké des lingots d'or dans sa salle de bains. C'est dire qu'il ne sait vraiment pas quoi faire de sa fortune !

Comme PDG de la FFP, Robert Peugeot a gagné en 2015 la bagatelle de 642 529 euros dans l'année. Il faut y ajouter les jetons de présence : 58 500 euros pour quelques séances du conseil d'administration, avec une belle augmentation de 14 % sur 2014.

Ajoutons que la FFP a prévu de distribuer 40 millions en dividendes et de racheter pour 300 millions de ses propres actions. La trésorerie ? Pas de soucis ! Elle est de 16 millions cette année, 5 millions de mieux que l'an dernier.

Pour la famille Peugeot, les affaires se portent bien, du côté de PSA mais pas seulement. De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat.

Etienne Hourdin

Hollande à Rouen : « Ça va mieux » en hélicoptère

François Hollande était mardi 17 mai en tournée de promotion de sa politique, et évidemment en campagne pour lui-même, dans la banlieue rouennaise. Plus précisément, il était à l'usine Etypharm de Grand-Quevilly, qui œuvre dans l'industrie pharmaceutique et accessoirement dans l'absorption de financements publics.

Hollande venait d'ailleurs vanter l'efficacité de sa politique d'aide aux entreprises, par le biais de la Banque publique d'investissement qui arrose les patrons avec les finances de l'État.

Incontestablement, ça va mieux pour les actionnaires d'Etypharm, mais pas pour les travailleurs qui, dans le cadre de la lutte contre la loi travail et à l'appel de plusieurs syndicats, avaient bloqué depuis l'aube les accès de l'agglomération.

Arrivé en hélicoptère et protégé par un impressionnant déploiement policier, Hollande a pu sans modération expliquer que « Ça va mieux ! » à une poignée d'élus locaux du PS.

Il n'est même pas certain qu'il les ait convaincus…

Correspondant LO

Creuse : quand les rappelés refusaient de partir pour l'Algérie

Soixante ans plus tard, un hommage a été rendu à la mairie de Tarnac par une cinquantaine de personnes aux soldats insoumis du 7 mai 1956 et aux courageux anticolonialistes qui n'ont jamais été réhabilités et étaient tombés dans l'oubli.

En effet, le 7 mai 1956, un convoi militaire transportant une vingtaine de rappelés en route pour l'Algérie faisait halte dans la commune de La Villedieu-en-Creuse. Au moment de repartir, les rappelés s'opposèrent. Les habitants de la commune, dont le maire René Romanet, les aidèrent et les cachèrent dans des granges. Une compagnie de CRS fut envoyée dans la nuit mais le lendemain, 8 mai, des habitants des communes voisines de Faux-la-Montagne et de Nedde envahirent le bourg, en soutien aux rappelés insoumis.

Le maire de La Villedieu, Robert Romanet, l'instituteur de Faux-la-Montagne, Gaston Fanton, et Antoine Meunier, un ancien combattant, furent arrêtés. Le maire de La Villedieu, en raison de son passé de résistant, ne fut pas condamné à de la prison ferme mais à trois ans avec sursis, et révoqué et déchu durant cinq ans de ses droits civiques. Antoine Meunier, mutilé de guerre, eut droit à une peine symbolique, mais l'instituteur de Faux-la-Montagne, lui, écopa de huit mois de prison à Fresnes et, interdit d'exercer sa profession durant cinq ans, devint bûcheron.

En 1956, le président du Conseil et chef du gouvernement était le socialiste Guy Mollet qui, sous le nom de pacification, menait la sale guerre coloniale d'Algérie.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mai 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : **Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versée par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Guerres impérialistes : combien de victimes ?

Selon l'Observatoire des situations de déplacement interne basé à Genève, 40,8 millions de personnes ont dû fuir leur pays en 2015 à cause de la guerre qui y règne. Plus de la moitié de ces migrants venaient de Syrie, du Yémen et d'Irak. C'est un chiffre record, en augmentation de 8,6 millions par rapport à 2014, et qui ne fait que croître depuis quatre ans. Un des signataires du rapport indique que *« ce chiffre est le plus élevé jamais enregistré »*.

Le rapport ne donne aucune explication à l'explosion de ces chiffres, car ce serait pointer du doigt les responsabilités des puissances impérialistes, qui mènent des guerres dans le monde entier pour assurer leur domination. C'est le cas au Moyen-Orient bien sûr (en Syrie et en Irak), pour le contrôle des richesses pétrolières. C'est le cas aussi dans d'autres pays, comme la Centrafrique, le Nigeria, pour maintenir la domination des trusts impérialistes sur les richesses de ces pays en soutenant des dictatures militaires.

La France tient toute sa place dans ces conflits, en envoyant ses troupes, ses navires et ses avions en Afrique ou au Moyen-Orient. Mais elle a beau être en partie responsable de cette catastrophe humaine, de ces millions de malheureux jetés sur les routes de l'exil, elle se refuse à faire le minimum pour soulager leur drame, n'en accueillant que très peu et refusant aux autres un logement, des papiers ou un emploi.

En revanche, pour bombarder en Syrie ou envoyer des troupes en Afrique, pas un centime ne manque.

Cédric Duval

États-Unis : exploitation féroce dans les abattoirs de volaille

Aux États-Unis, la plupart des 250 000 travailleurs du secteur avicole se voient refuser des pauses pour aller aux toilettes. C'est ce qui ressort d'un rapport récemment publié par l'ONG Oxfam. Le secteur est connu pour les bas salaires, les accidents nombreux ou encore le harcèlement au travail. Les cadences sur les chaînes d'abattage sont extrêmement élevées, jusqu'à 140 poulets par minute, les entreprises de la filière réclamant que les seuils soient relevés à 175 par minute.

La maîtrise exerce une pression constante contre les pauses, par des moqueries et des menaces de sanction. Quand une pause est accordée, les salariés doivent alors courir vers les toilettes, tout en enlevant leur combinaison, sur des sols glissants. Résultat : de nombreux salariés portent des couches pour faire leurs besoins tout en travaillant !

Ces brimades peuvent également avoir des conséquences médicales, en particulier pour les femmes enceintes, ou encore parce que les travailleurs évitent de boire.

Comme le montre ce rapport, les pays pauvres n'ont pas le monopole de l'exploitation féroce : elle est également présente au cœur des pays les plus riches, y compris des États-Unis, ce temple de la modernité.

Michel Bondelet

Israël : silence, on tue !

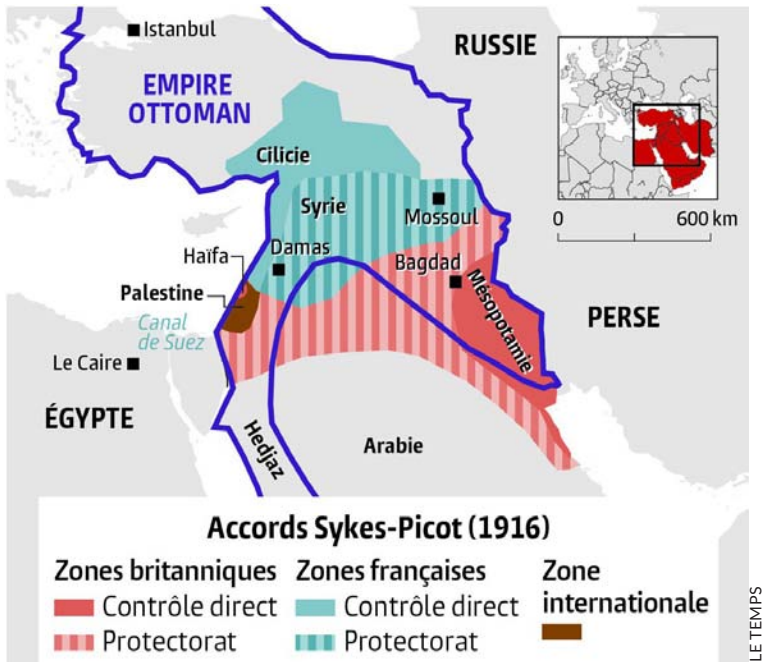
Mercredi 11 mai, lors de la séance de questions à l'Assemblée nationale, Valls a regretté le vote, par le représentant français à l'Unesco, d'une résolution qui dénonçait *« les agressions constantes commises par les Israéliens contre les civils »* à Jérusalem-Est. La veille déjà, Hollande en personne avait écrit une lettre au Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) pour exprimer son regret du vote de la France.

Le chef de l'État français et son Premier ministre veulent réaffirmer ainsi le soutien total de l'impérialisme français à la politique de l'État d'Israël, gendarme des grandes puissances au Proche-Orient. Non seulement l'impérialisme français soutient l'État israélien quand il se livre à des bombardements massifs – comme celui qui a détruit Gaza et tué plus de 2 000 Palestiniens à l'été 2014 – ou quand il commet ses exactions quotidiennes contre les civils palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est. Mais il ne veut même pas que ses représentants fassent semblant de dénoncer ces exactions.

Julie Lemée

16 mai 1916 : Le début du dépeçage du Moyen-Orient

Le 16 mai 1916, après plusieurs mois de tractations, le diplomate français Picot et son homologue britannique Sykes parvenaient à se mettre d'accord. L'objet de l'accord, qui allait être connu sous le nom de Sykes-Picot, était de se partager d'avance le Moyen-Orient entre une zone administrée par la France, comprenant les actuels Liban et Syrie, une autre sous contrôle britannique, englobant la Jordanie et l'Irak, et une troisième qui aurait été sous contrôle international, la Palestine.



À l'époque de la signature, la région faisait depuis trois siècles partie de l'Empire ottoman et était de ce fait unifiée. Les grandes villes millénaires, Bagdad, Damas, Jérusalem et Constantinople (aujourd'hui Istanbul), n'étaient alors séparées par aucune frontière et les liens entre elles étaient nombreux et vivaces. Les diplomates et les militaires français et britanniques allaient tailler dans le vif en créant des régions, puis des pays, en fonction des seuls intérêts stratégiques et commerciaux de leurs impérialismes.

Ces accords restèrent évidemment secrets. Anglais et Français allaient promettre tout à tout le monde, depuis les chefs de tribu du désert jusqu'aux marchands des villes, des nationalistes arabes aux sionistes, à qui le ministre britannique Balfour promit en 1917 son soutien à l'installation d'un foyer juif en Palestine. Il s'agissait alors d'enrôler tout le monde contre les Ottomans, alliés de l'Allemagne. Et, après la défaite de ces derniers, Anglais et Français appliquèrent les accords, prirent possession des territoires répartis, installèrent leurs garnisons, leur administration, leurs gardes-chiourme, leurs exploiteurs.

Les accords étaient secrets également vis-à-vis des populations française et britannique. Il ne s'agissait pas que les soldats enterrés dans les tranchées de la Somme et de Verdun apprennent que leurs chefs se répartissaient déjà les puits de pétrole et les bonnes affaires pour les lendemains de la victoire. Les traités secrets furent publiés à Petrograd, en novembre 1917, comme tous ceux tombés entre les mains du gouvernement issu de la révolution d'Octobre. Les bolcheviks voulaient ainsi montrer les buts de guerre réels des alliés, le pillage et le partage du monde, révéler, disait Lénine, *« la contradiction entre les intérêts des capitalistes et la volonté du peuple »*. Pour ce qui concerne le Moyen-Orient, c'était criant.

La Société des nations (SDN, ancêtre de l'ONU) venait d'être créée. Français et Britanniques avaient envoyé leurs soldats se faire tuer au nom du droit. On n'appela donc pas ces nouvelles possessions des colonies, mais la SDN confia aux puissances le mandat de les mettre sous tutelle. Cela ne se passa pas sans mal ni sans révolte. Les impérialistes employèrent leurs méthodes habituelles, massacres, déportations, déplacements de population, terreur. Pour mater la révolte druze, par exemple, l'armée française alla en 1925 jusqu'à bombarder Damas.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les mandats prirent fin, mais les États nouvellement créés le furent dans les frontières tracées en 1916. La situation se compliqua encore du fait de la création de l'État d'Israël d'une part, de l'intervention croissante et finalement déterminante de l'impérialisme américain, de l'autre. Le Moyen-Orient n'en avait pas fini avec les interventions militaires occidentales, qui allaient se multiplier jusqu'à aujourd'hui, amenant une véritable décomposition de toute la région. Le maintien à tout prix de la domination impérialiste sur une région stratégique et riche en pétrole a débouché sur un chaos sans nom, dont ces messieurs Sykes et Picot ont été les lointains initiateurs.

P.G.

Lisez la revue

Lutte de classe

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 175 - mai 2016

- **Le mouvement contre la loi travail**
- **Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance**
- **Le rôle des banques centrales dans la crise**
- **Brésil : le Parti des travailleurs usé au service de la bourgeoisie**
- **Égypte : la répression ne fait pas taire la contestation**
- **Allemagne : l'extrême droite exploite la tragédie des migrants**
- **Bolloré : itinéraire d'un capitaliste français**

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576